

le double du niveau d'aide de 1972. Calculées en dollars, les importations de pétrole de ces pays étaient en 1972 de 3.7 milliards de dollars. En 1974, il faudra payer au moins 15 milliards de dollars. Dans certains cas particuliers, comme celui de l'Inde, l'accroissement du prix du pétrole va neutraliser complètement le flot d'aide au développement provenant de partout. Il est certes trompeur de considérer globalement les effets de la hausse des prix du pétrole sur les quelque soixante-dix pays importateurs les moins avancés. Ces effets varieront selon la nature des économies nationales et selon la fluctuation des prix tant à l'importation qu'à l'exportation. Certains pays dont l'exportation connaît des progrès rapides pourraient mieux supporter les frais accrus. Mais les pays très peuplés et dont le commerce d'exportation se développe lentement seront plus sérieusement touchés quoique leur secteur industriel en voie d'expansion alimente le marché intérieur. Ce sera probablement le secteur agricole des pays en voie de développement qui subira indirectement les effets les plus graves de la crise du pétrole. Les engrais et les pesticides, si nécessaires au succès de la "révolution verte", sont des produits à grande utilisation d'énergie et il y a déjà une pénurie d'engrais croissante.

Depuis quelque temps la production d'engrais ne suffit pas à répondre à la demande et la capacité de production n'a pas été accrue à un rythme satisfaisant. Cette insuffisance, qui s'ajoute à la demande croissante de produits et de denrées alimentaires, signifie que les céréales alimentaires continueront presque certainement de manquer, et que les pays en voie de développement devront payer considérablement plus cher un certain nombre de leurs importations de produits de base indispensables. Citons quelques exemples à l'appui: le prix du blé a grandement augmenté au cours des deux dernières années, passant de \$86 la tonne métrique en 1972 à \$210 aujourd'hui, soit une augmentation de 146%. La graine de colza est passée de \$130 à \$300 la tonne. Les prix d'autres denrées et produits et ceux de services comme les transports sont également montés en flèche. Parmi les engrais, le prix de la potasse a augmenté de 71% en un an. Les prix du plomb et du zinc ont presque doublé au cours des 12 derniers mois et l'acier marchand s'est élevé à \$800 la tonne en regard de \$500 il y a un an.

Pour qu'apparaisse toute l'importance de ces hausses de prix, il faut tenir compte des quantités qui devront probablement être expédiées. Il y a quelques années, par exemple, nous avons expédié en Inde environ 600,000 tonnes de blé coûtant 40 millions de dollars. Un envoi analogue coûterait aujourd'hui 128 millions de dollars. Dans notre programme global d'aide alimentaire, le coût du ravitaillement pour la quantité d'aliments (environ 750,000 tonnes) fournie il y a deux ans a augmenté de 123% en passant de 81 millions de dollars pour 1972-1973 à \$181 millions pour 1974-1975, et cela sans égard aux frais d'expédition, qui ont aussi augmenté de plus de 100 % durant la même période.

Le Canada a déjà formellement déclaré qu'il s'opposait à toute réduction de l'aide. Lors de la Conférence de Washington sur l'énergie, en février, mes collègues et moi sommes même allés plus loin en jouant un rôle de premier plan en vue d'amener la Conférence à appuyer une déclaration publiée dans le communiqué officiel et voulant que l'on fasse des efforts vigoureux